

SOSLMS2616.

946

(1942)

V.D. 951 - Application de l'art. 44 à
la participation des Cies dans -
diverses Stés d'Habitation et de
Crédit Immobilier.

Participation de la S.N.C.F. dans la Cie Gle de Construction
et d'Entretien du Matériel de Chemin de fer (C.G.C.E.M.) -
Reprise des actions détenues par le P.L.M., domaine privé)
(sans suite).-

(s) C.A. 8. 7.42 7 VII
18. 7.42

Lettre S.N.C.F. au M.T.P.

Participation de la S.N.C.F. dans la Cie Gle de Constr. et d'Entret. du matériel de Ch. de fer (C.G.C.E.M.) -
Reprise des actions détenues par le P.L.M., domaine privé) (sans suite).-

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

Paris, le 18 juillet 1942

D 9310/2

Monsieur le Ministre,

En application de l'article 44 de la Convention du 31 août 1937, le Conseil d'Administration a examiné, dans sa séance du 8 juillet 1942, la question de la reprise des participations détenues par les Compagnies, au titre de leur domaine privé, dans les Sociétés d'Habitations et de Crédit Immobilier intéressant le personnel.

Ces participations concernent les Sociétés ci-après :

.....

- Société Immobilière du Nivernais.

Je vous demande de bien vouloir trouver exposées dans la note ci-jointe la situation de ces Sociétés et la position respective des Compagnies et de la S.N.C.F. dans chacune d'elles.

Pour les raisons indiquées dans cette note, nous estimons qu'il n'y a pas lieu pour la S.N.C.F. de reprendre les participations détenues par les Compagnies dans les Sociétés ci-après :

.....

- Société Immobilière du Nivernais, l'activité de cette Société étant en fait entièrement entre les mains de la Compagnie Générale de Construction et d'Entretien du Matériel de Chemin de fer pour laquelle, eu égard aux motifs qui sont développés dans la note, nous considérons également qu'il convient de renoncer au bénéfice de l'article 44.

.....

Veuillez agréer,

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications
Direction Générale des Transports - Service économique - 1er Bureau
PARIS.

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 8 juillet 1942

Participation S.N.C.F. à la C.G.C.E.M.

QUESTION VII - Participation des Compagnies dans les
Sociétés d'Habitation et de Crédit Immobilier : application de
l'art. 44 de la Convention du 31 août 1937.

P.V. (p.39) M. LE PRESIDENT expose que les Compagnies de l'Est, du Midi, du Nord et du P.L.M. possèdent des participations au titre de leur domaine privé dans diverses Sociétés d'habitation. Compte tenu des dispositions de l'article 44 de la Convention du 31 août 1937, la question se pose de savoir si la S.N.C.F. entend reprendre ces participations.

Pour les raisons qui sont exposées dans la Note, il est proposé de renoncer au bénéfice de ces dispositions en ce qui concerne les Sociétés ci-après :

.....
Société Immobilière du Nivernais - Cette Société n'est, en réalité, qu'une filiale de la Compagnie Générale de Construction et d'Entretien du Matériel de Chemin de fer (C.G.C.E.M.), entièrement contrôlée par cette dernière Société et dont l'activité exercée en faveur de son propre personnel n'a bénéficié qu'à titre essentiellement provisoire et précaire au personnel du chemin de fer; or, il n'apparaît pas, par ailleurs, que la S.N.C.F. ait intérêt à devenir actionnaire de la C.G.C.E.M. et il est également proposé de renoncer à acquérir les actions de cette Société que détient actuellement la Compagnie P.L.M.

.....

Sous réserve de l'autorisation à demander à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications, le Conseil approuve ces propositions, M. LAURENT-ATTHALIN, M. GETTEN, et M. de TARDE ayant déclaré ne pas prendre part au vote.

Sténo (p.7)

M. LE PRESIDENT. - Le Conseil est appelé à se prononcer sur la reprise de différentes participations prises par les Compagnies, sur leur domaine privé, dans un certain nombre de Sociétés d'Habitation et de Crédit Immobilier.

.....

- d'autre part, une Société d'Habitation de droit commun, la Société Immobilière du Nivernais, filiale de la Compagnie Générale de Construction et d'Entretien du Matériel de Chemin de fer (C.G.C.E.M.), au sujet de laquelle sera examinée parallèlement la question de savoir s'il convient ou non, pour la S.N.C.F., d'acquérir les actions de cette dernière Société détenues par la Compagnie P.L.M.

.....

II - Société Immobilière du Nivernais et C.G.C.E.M.

La Société Immobilière du Nivernais est constituée au capital de 1 M., divisé en 2.000 actions de 500 fr, entièrement libérées et réparties entre la C.G.C.E.M. et ses principaux actionnaires. La Compagnie P.L.M. détient, au titre de son domaine privé, 400 actions de cette Société, soit 20 % du capital social.

En réalité, cette Société a été fondée par la C.G.C.E.M. pour faciliter le recrutement de son personnel par la construction de logements ouvriers à proximité des ateliers de Nevers qu'elle exploite, et elle est entièrement contrôlée par cette dernière Société. Ce n'est qu'un titre accessoire et dans la mesure où elle n'avait pas l'utilisation de ses logements pour le personnel de la C.G.C.E.M. que la Société Immobilière du Nivernais a accepté des cheminots parmi ses locataires.

Il paraît, par conséquent, impossible d'envisager la reprise de la participation de la Compagnie P.L.M. dans cette Société, indépendamment de celle des actions de la Société qui la contrôle. Or, il ne paraît pas opportun pour la S.N.C.F. de racheter ces actions. La Société C.O.C.E.M. est au capital de 14.750.000 fr, représenté par 59.500 actions de 500 fr entièrement libérées. La Compagnie P.L.M. possède, au titre de son domaine privé, 35 % de ce capital. C.O.C.E.M. exploite actuellement deux groupes d'ateliers : d'une part, les Ateliers de locomotives de Varennes-les-Nevers, pris en location à la S.N.C.F. et, d'autre part, les Ateliers de voitures de Villefranche-sur-Saône, qui sont sa propriété.

La location des Ateliers de Nevers qui, seule intéresse pratiquement la S.N.C.F., fait l'objet d'un traité-bail conclut, le 1^{er} septembre 1935, pour une période de 12 ans, et renouvelable par chacune des parties, à la fin de chaque période triennale, moyennant préavis d'un an. Il n'apparaît pas que la S.N.C.F. puisse avoir intérêt à acquérir les actions de la C.O.C.E.M. possédées par la Compagnie P.L.M. : en effet, à l'expiration du bail en cours ou bien la S.N.C.F. reprendra elle-même l'atelier, et le fait d'être actionnaire d'une Société dont l'objet deviendrait étranger à son exploitation ne se justifierait pas, ou bien la S.N.C.F. négociera le renouvellement du contrat de location et, dans cette hypothèse, la possession de 35 % des actions, ne lui assurant pas le contrôle effectif de la Société, ne serait aucunement de nature à faciliter ces négociations. Peut-être même constituerait-elle une gêne à cet égard.

La question pose, en effet, dans une certaine mesure, le problème de la politique générale du Chemin de fer vis-à-vis des affaires avec lesquelles il est en relations. Dans cet ordre d'idées, j'estime que, s'il est profitable au Chemin de fer de prendre des intérêts ou de s'assurer certaines interpénétrations dans toutes les autres entreprises de transport par air, par route ou par eau, qui sont directement dépendantes de son

exploitation, par contre, je ne crois pas qu'il soit indiqué d'étendre ces participations aux diverses entreprises métallurgiques qui n'ont, comme toute, avec le Chemin de fer, que des relations de constructeur ou de fournisseur.

Dans ces conditions, je propose au Conseil de renoncer à invoquer le bénéfice de l'article 44 de la Convention du 31 août 1917, tant en ce qui concerne la Société de Crédit des H.M.M. actuellement en dissolution, qu'en ce qui concerne la Société Immobilière du Nivernais et la Compagnie Générale de Construction et d'Entretien du Matériel de Chemin de fer.

.....

Sous réserve de l'autorisation à demander à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications, le Conseil approuve ces propositions, M. LAURENT-ATTHALIN, M. GETTEN et M. de TARDE ayant déclaré ne pas prendre part au vote.

du 8 JUIL 1942

(Question N° VII)

SOCIETE NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANCAIS

4 juillet 1942

Participations des Compagnies
dans les Sociétés d'Habitations et de Crédit Immobilier
(art. 44 de la convention du 31 août 1937)

-:-:-:-

Les Compagnies possèdent des participations au titre de leur domaine privé :

- dans 4 sociétés régies par la législation sur le crédit immobilier et les H.B.M. = Société Centrale de Crédit Immobilier - Société de Crédit Immobilier de l'Ile de France - Société de Crédit Immobilier de l'Arrondissement de Reims - Société de crédit des Habitations à Bon Marché.
- dans une Société d'habitations de droit commun = Société Immobilière du Nivernais.

Compte tenu des dispositions de l'article 44 de la Convention du 31 août 1937, la question se pose de savoir si la S.N.C.F. entend reprendre ces participations.

L'étude de cette question, à laquelle il est procédé ci-après, nous conduira d'ailleurs à examiner en même temps si la S.N.C.F. doit ou non acquérir les actions que détient la Compagnie P.L.M. dans le capital de la Compagnie Générale de Constructions et d'entretien du matériel de Chemin de fer (C.G.C.E.M.) fondatrice et véritable animatrice de la Société Immobilière du Nivernais.

§ 1er - Sociétés de Crédit Immobilier
et d'H.B.M.

I - Société de crédit des H.B.M.

Une Assemblée Générale extraordinaire des actionnaires tenue le 20 mars 1942 a prononcé la dissolution anticipée de cette Société à compter du 21 mars 1942.

Dans ces conditions, la question de la reprise des actions encore actuellement détenues par les Compagnies du Midi et du Nord (chacune 50 actions libérées d' 1/4) ne se pose plus pour la S.N.C.F.

:.....

II.- Autres Sociétés.

1.- Les conditions dans lesquelles se présentent les 3 autres sociétés en cause sont les suivantes.

a) Société Centrale de crédit immobilier.-

Cette Société a été fondée en 1911 pour une durée de 99 ans. Son champ d'action s'étend aux départements de Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne et Oise.

Son capital est de 16.040.000 francs représenté par 32.080 actions de 500 francs dont 11.157 entièrement libérées et 20.923 libérées d'un quart.

La S.N.C.F. est d'ores et déjà propriétaire des 600 actions libérées d'un quart qu'avaient respectivement souscrites, au titre de leur domaine public, les Compagnies du Nord (400) et du P.O. (200). La Compagnie P.L.M. détient 800 actions également libérées d'un quart au titre de son domaine privé.

Cette Société a toujours, depuis son origine, déployé une grande activité. Elle a consenti 11.952 prêts pour un montant global de 454.722.000 francs. En outre, elle a créé un Service Social chargé de la distribution des secours en nature et en espèces aux familles nécessiteuses, de l'aide aux malades, de l'éducation des ménagères et des chefs de famille et de l'encouragement à la natalité.

Malgré certains retards dans le paiement des annuités de remboursement des prêts, la situation financière de la Société est saine étant donné ses réserves. Elle assure régulièrement aux actions un dividende de 5 %.

b) Société de Crédit Immobilier de l'Ile de France.-

Cette Société a été constituée en 1912 également pour 99 ans. Son champ d'action est limité aux départements de Seine, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne.

Son capital est de 1.000.000 de francs représenté par 10.000 actions de 100 francs entièrement libérées.

La S.N.C.F. détient déjà 200 actions qui avaient été souscrites par les Compagnies du P.O. et du P.L.M. sur les fonds du domaine public. Les Compagnies du Nord et de l'Est ont respectivement souscrit 200 et 100 actions au titre de leur domaine privé.

Depuis sa fondation, la Société a accordé 2.915 prêts pour un montant de 110.837.000 francs.

Les bénéfices réalisés au cours des 5 derniers exercices ont permis d'assurer chaque année aux actions une rémunération de 6 %.

c) Société de Crédit Immobilier de l'Arrondissement de REIMS.-

Cette Société a été fondée en 1912 pour une durée de 80 ans, au capital de 1.000.000 de francs, divisé en 10.000 actions de 100 fr. Ces actions sont libérées seulement d'un quart.

La Compagnie de l'Est est propriétaire de 600 actions au titre de son domaine privé.

La Société, depuis sa constitution, a accordé 692 prêts pour un montant total de 27.527.000 francs.

Les retards enregistrés dans les paiements d'annuités de remboursement des prêts sont relativement importants. Néanmoins, la situation financière de la Société reste satisfaisante. Les résultats des exercices 1937 à 1940 ont permis de distribuer aux actions un dividende de 5 %.

2.- Les Compagnies, en participant à ces Sociétés, ont entendu évidemment apporter leur contribution aux avantages qu'elles étaient susceptibles d'offrir à leur personnel du point de vue du logement.

De fait, les agents du Chemin de fer ont largement bénéficié de ces avantages :

Société Centrale de C.I.....	1.870	prêts aux agents, soit 16 % du total, alors que la participation du Chemin de fer au capital est de 2 %.
C.I. de l'Île de France.....	347	prêts aux agents, soit 12 % du total, alors que la participation du Chemin de fer au capital est de 5 %.
C.I. de l'Arrond. de REIMS.....	177	prêts aux agents, soit 18 % du total, alors que la participation du Chemin de fer au capital est de 2,50 %.

La S.N.C.F. est fondée, dans ces conditions, à demander aux Compagnies, en application de l'article 44 de la Convention du 31 août 1937, de lui céder les participations qu'elles détiennent dans ces 3 Sociétés.

Il est à noter toutefois, que la Compagnie P.L.M. n'est devenue actionnaire de la Société Centrale de Crédit Immobilier en

1929 au titre de son domaine privé qu'à la suite d'une décision du contrôle rejetant la dépense des comptes du domaine public. Il s'agirait donc pour ce cas particulier d'une cession pure et simple, mais que la Compagnie P.L.M. a officieusement déclaré accepter.

3.- Les Sociétés sont à échéance lointaine et leurs titres ne sont pas pratiquement négociables.

Dans ces conditions, il semble normal d'effectuer la reprise à un prix égal aux sommes que les Compagnies ont effectivement décaissées soit le montant nominal pour les actions entièrement libérées et le montant appelé pour les actions libérées partiellement. Les Compagnies du Nord, de l'Est et du P.L.M. consultées officieusement ont donné leur accord à ce sujet.

Sur cette base, la dépense à envisager serait la suivante :

<u>Cie du Nord</u>	200 actions de 100 fr, entièrement libérées, de la Société de Crédit Immobilier de l'Ile de France.....	20.000 fr
<u>Cie de l'Est</u>	100 actions de ces mêmes actions.....	10.000 fr
	600 actions de 100 fr, libérées de 1/4, de la Société de Crédit Immobilier de l'Arrond. de REIMS.....	15.000 fr
		25.000 fr
<u>Cie P.L.M.</u>	800 actions de 500 fr, libérées de 1/4 de la Société Centrale de Crédit Immobilier.....	100.000 fr
	Ensemble.....	145.000 fr

§ 2.- Société Immobilière du Nivernais et C.G.C.E.M.

I.- Société Immobilière du Nivernais.

La Société Immobilière du Nivernais (S.I.N.) a été fondée en 1920 pour 99 ans par la Compagnie Générale de Construction et d'Entretien du matériel de Chemins de fer (C.G.C.E.M.) en vue de l'édification de maisons d'ouvriers.

Son capital est de 1.000.000 de fr divisé en 2.000 actions de 500 fr entièrement libérées et réparties entre C.G.C.E.M. et ses

actionnaires. La Compagnie P.L.M. détient, au titre de son domaine privé, 480 actions, soit une participation de 240.000 fr représentant 24 % du capital social.

La question d'une reprise éventuelle de ces 480 actions est dominée par les deux idées suivantes :

- S.I.N. n'a été fondée qu'en vue de faciliter le recrutement du personnel ~~de~~ ~~exploité~~ par C.G.C.E.M. et d'assurer la stabilité de la main-d'oeuvre utilisée dans ses ateliers ; en 1935, elle a accepté de louer un certain nombre de logements inoccupés aux agents de la Compagnie P.L.M. (73 au 31 décembre 1940), mais cette location n'a été consentie qu'à titre précaire, les cheminots s'engageant à évacuer dès que les nécessités de recrutement de la C.G.C.E.M. le rendrait nécessaire.

- C.G.C.E.M. dirige entièrement l'activité de S.I.N. dont, au surplus, elle couvre les déficits d'exploitation.

S.I.N. ne présente donc aucun lien réel avec le chemin de fer. L'acquisition des actions de cette Société, dont la Compagnie P.L.M. est propriétaire, n'aurait, par suite, à être envisagée que dans la mesure où la S.N.C.F. déciderait, par ailleurs, de reprendre les actions C.G.C.E.M. également détenues par ladite Compagnie.

II.- C.G.C.E.M.

1.- La Compagnie Générale de Construction et d'Entretien de matériel de Chemins de fer a été fondée en 1919. Elle a pour objet la construction, la fabrication, la fourniture et l'entretien de tout matériel fixe et roulant nécessaire à l'industrie du chemin de fer et de tous autres modes de transport par voie ferrée ou autres, ainsi que de tous objets et appareils industriels et constructions mécaniques de toute nature.

Le capital de la Société est de 14.750.000 fr, divisé en 29.500 actions de 500 fr entièrement libérées, réparties comme suit :

Compagnie P.L.M.....	10.375
Aciéries de la Marine et d'Homécourt.....	10.375
Schneider et Cie.....	2.950
Forges de Châtillon-Commentry.....	2.950
Cie Française de matériel de Chemin de fer.....	2.075
Divers particuliers (ensemble).....	775

29.500

La participation de la Compagnie P.L.M., au titre de son domaine privé, représente donc 35 % du capital social.

2.- La Société exploite actuellement deux groupes d'ateliers :

- les Ateliers de locomotives de Varennes-les-Nevers, qu'elle a pris en location à la S.N.C.F. ;

- les Ateliers de voitures de Villefranche-sur-Saône, qui sont sa propriété.

La location des ateliers de Nevers fait actuellement l'objet d'un traité-bail en date du 9 septembre 1938. Ce traité, conclu pour 12 ans à partir du 1er janvier 1938, prévoit une redevance annuelle de 3.000.000.

Il est résiliable par chacune des parties par période triennale moyennant préavis d'un an et à partir de toute époque par le Secrétaire d'Etat aux Communications sous préavis d'un an. Mais un avenant, en date du 8 janvier 1940, dispose :

"la première période triennale, expirant normalement le 31 décembre 1940, est prolongée jusqu'à la fin de l'année suivant celle au cours de laquelle aura paru le décret de cessation des hostilités".

3.- C.G.C.E.M. n'intéresse pratiquement la S.N.C.F. qu'en tant qu'exploitant de ses ateliers de Nevers, les Ateliers de Villefranche n'effectuant pas de réparations de wagons. La question de l'opportunité de la reprise de la participation du P.L.M. apparaît, dans ces conditions, comme fonction du sort que la S.N.C.F. réservera au bail des Ateliers de Nevers lorsque celui-ci pourra être remis en cause.

Or, le moment venu, nous ne pourrions, de toute façon, que prendre l'une ou l'autre des positions suivantes :

- ou bien nous déciderons de reprendre les ateliers = dans ce cas, on ne voit pas quel intérêt nous aurions à nous trouver actionnaires de C.G.C.E.M. dont, après cette reprise, l'objet deviendrait totalement étranger au Chemin de fer ;

- ou bien nous maintiendrons le contrat de location = le fait d'entrer dans l'affaire avec 35 % du capital et 4 sièges dans le Conseil ne nous donnerait aucune autorité réelle, étant donné la répartition des actions toutes détenues par quelques groupes dont les plus importants peuvent normalement suivre une politique qui n'a aucun motif de se plier à nos exigences en matière de réparation de matériel.

Rien ne commande donc que la S.N.C.F. recherche l'acquisition des actions C.G.C.E.M. actuellement entre les mains de la Compagnie P.L.M.

Pour l'ensemble de ces raisons, nous estimons qu'il n'y a pas lieu, pour la S.N.C.F., de reprendre les participations de la Compagnie P.L.M. tant dans la C.G.C.E.M. que dans la Société Immobilière du Nivernais.

o

o

o

En définitive, nous soumettons au Conseil les propositions suivantes :

- confirmer, en tant que de besoin, aux Compagnies du Midi et du Nord que la S.N.C.F. ne revendique pas le bénéfice de l'article 44 de la Convention du 31 août 1937 en ce qui concerne leurs participations dans le capital de la Société de Crédit des Habitations à Bon Marché ;

- faire connaître à la Compagnie P.L.M. que la S.N.C.F. renonce au bénéfice des mêmes dispositions en ce qui concerne les actions de S.I.N. et de C.G.C.E.M. dont elle est propriétaire;

- décider, par contre, l'acquisition, aux conditions que nous avons indiquées, des participations que détiennent actuellement les Compagnies de l'Est, du Nord et du P.L.M. au titre de leur domaine privé respectif dans les 3 Sociétés ci-après : Société Centrale de Crédit Immobilier, Société de Crédit Immobilier de l'Ile de France, Société de Crédit Immobilier de l'Arrondissement de REIMS.

La dépense de 145.000 francs que représenterait cette dernière acquisition serait imputée au compte de travaux complémentaires de premier établissement, l'autorisation nécessaire serait demandée au Secrétariat d'Etat aux Communications.

Le Directeur Général,

LE BESNERAIS.